



PRÉFET DE L'EURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Arrêté n° UBDEO-ERC-26-15 mettant en demeure l'établissement SOPREMA situé à Val de Reuil en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement

LE PRÉFET DE L'EURE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5,
- vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 113-1 à L.113-2, R.113-1 à R.113-2 et R. 142-2 à R.142-3,
- vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121 et L.122,
- vu le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,
- vu le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,
- vu le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- vu l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 23 juillet 2001 autorisant la société SOPREMA à exploiter un établissement de production de produits d'étanchéité à base de bitume,
- vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° UBDEO/ERA/22/120 du 23 décembre 2022, portant récépissé du bénéfice des droits acquis et modification de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001 autorisant la société SOPREMA à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Val de Reuil,
- vu l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des

installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

- vu l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 26 février 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,
- vu l'absence de réponse de l'exploitant,

Considérant que lors de la visite du 18 février 2026, l'inspection des installations classées a constaté que la société SOPREMA située Z.A.C des Portes – 193 Voie du Futur à Val de Reuil exerce une activité de production de membranes d'étanchéités bitumineuses et une unité de recyclage des déchets de membranes bitumineuses,

Considérant que lors de la visite du 18 février 2026, l'inspection des installations classées a constaté que les aménagements au sein du bâtiment contenant l'unité industrielle de recyclage de déchets de membranes bitumineuses n'ont pas été réalisés conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° UBDEO/ERA/22/120 du 23 décembre 2022. Notamment, l'absence d'écran thermique en amont de l'îlot de déchets de chantiers de membranes bitumineuses a été constatée,

Considérant que les aménagements au sein du bâtiment contenant l'unité industrielle de recyclage de déchets de membranes bitumineuses n'ont pas été réalisés conformément au dossier de porter à connaissance (Référence : R-20-03-050-Rév.1) reçu le 11 août 2022 et complété le 18 août 2022. Notamment :

- que la zone de stockage des déchets de membranes bitumineuses a été déplacée à l'intérieur du bâtiment. Elle est positionnée à proximité de la paroi Est du bâtiment contenant la ligne de recyclage X-loop (absence d'écran thermique devant le stockage). À la place du stockage projeté des déchets de membranes bitumineuses, l'exploitant a stocké des contenants d'aluminium et des paillettes (polymères),
- la présence d'un seul îlot de déchets de membranes bitumineuses sous forme de rebus de chantier (absence d'écran thermique devant le stockage), 3 îlots étaient prévus dans le porter à connaissance,
- la présence de stockage de membranes bitumineuses sous forme de rouleaux sur palette (déchets usine) en extérieur, dans le parc. Aucun stockage de déchets de membranes bitumineuses n'était prévu en extérieur dans le porter à connaissance. Ce stockage des déchets était envisagé au sein des 3 îlots protégés par un écran thermique,

Considérant qu'un risque d'effet domino peut être envisagé en l'absence des écrans thermiques (entre la zone déchet et la ligne de recyclage X-Loop),

Considérant que de nouveaux potentiels de dangers ont été ajoutés par l'exploitant, notamment suite à l'ajout du stockage de contenants d'aluminium et des paillettes (polymères) au sein du bâtiment de la ligne de recyclage, sans avoir présenté une nouvelle analyse du risque,

Considérant que l'augmentation des quantités de matières stockées (déchets de rouleau de membrane bitumineuse (déchets usines)) dans le parc extérieur peut créer de nouveaux risques,

Considérant que l'établissement SOPREMA n'a pas présenté une analyse des nouveaux risques induits par ces modifications,

Considérant que ces aménagements n'ont pas été autorisés,

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société SOPREMA de respecter l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° UBDEO/ERA/22/120 du 23 décembre 2022 pour son site sis Z.A.C des Portes – 193 Voie du Futur à Val de Reuil,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

Article 1er :

La société SOPREMA dont le siège social est 14 rue de Saint-Nazaire – 67100 Strasbourg, et qui exploite une installation de production de membranes d'étanchéités bitumineuses et une unité de recyclage des déchets de membranes bitumineuses dans son établissement Z.A.C des Portes – 193 Voie du Futur à Val de Reuil, est mise en demeure sous un délai de 2 mois de respecter l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° UBDEO/ERA/22/120 du 23 décembre 2022, selon l'une des deux modalités suivantes :

- en mettant en œuvre les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2022 : notamment l'implantation des stockages des déchets des membranes bitumineuses, la réalisation des écrans thermiques en amont de chaque îlot des déchets des membranes bitumineuses, l'enlèvement du stockage de matières premières, les contenants d'aluminium et de paillettes (polymères),
- en déposant un nouveau plan de gestion des déchets intégrant les risques induits par ces évolutions dans les formes prévues à l'article R.512-33 du Code de l'environnement.

Le délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente par voie électronique au moyen du téléservice "télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Le présent arrêté est notifié à la société SOPREMA.

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Eure pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

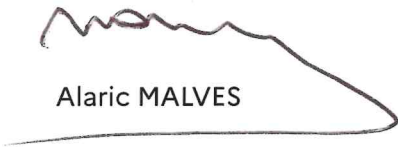
Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie adressée à :

- monsieur le sous-préfet des Andelys,
- monsieur le maire de la commune de Val de Reuil,
- le chef de l'unité bidépartementale Eure-Orne de la DREAL.

Fait à Évreux, le **26 MARS 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES